

5 avenue de la Palette
95000 Cergy-Pontoise

Pontoise, le 18 janvier 2023

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 05 janvier 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ETEX FRANCE BUILDING PERFORM (ex SINIAT)
Montmorency Est
95570 - BOUFFEMONT

Références : ud95-2023-0052

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05 janvier 2023 dans l'établissement ETEX FRANCE BUILDING PERFORM (ex SINIAT) implanté Montmorency Est, croisement numéroté 95091001 - 95570 BOUFFEMONT. L'inspection a été annoncée le 08 novembre 2022. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite avait pour objectif premier d'échanger sur la future extension de la carrière. Or, des désordres au niveau de la carrière ont obligé l'exploitant à cesser l'extraction du gypse. Des réflexions sur des modifications des conditions d'exploitation étaient donc en cours du côté de l'exploitant. L'un des objectifs de l'inspection était donc de présenter à l'inspection les modifications d'exploitation envisagées afin de redémarrer l'exploitation de la carrière.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETEX FRANCE BUILDING PERFORM (ex SINIAT)
- Montmorency Est, croisement numéroté 95091001 - 95570 BOUFFEMONT
- Code AIOT : 0006506776
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ETEX BUILDING PERFORMANCE INTERNATIONAL a été autorisée le 27 juin 2001 à exploiter une carrière souterraine de gypse tel que :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'activité et seuil
2510-1	A	Exploitation d'une carrière d'une superficie de 472 ha	800 000 t
2515-1	A	Broyage, concassage, criblage...	530 kW

Par décret n° 2018-900 du 22 octobre 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, la rubrique 2515 est passée à enregistrement.

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'activité et seuil
2510-1	A	Exploitation d'une carrière d'une superficie de 472 ha	800 000 t
2515-1	E	Broyage, concassage, criblage...	530 kW

2) Constats

2.1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
- le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- les observations éventuelles ;
- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à M. le Préfet ; il peut, par exemple, s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à M. le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à M. le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	DISPOSITIONS GENERALES	Arrêté préfectoral du 27 juin 2001, article I-5	/	Sans objet
2	DISPOSITIONS GENERALES	Arrêté préfectoral du 27 juin 2001, article I-1	/	Sans objet
3	DISPOSITIONS GENERALES	Arrêté préfectoral du 27 juin 2001, article I-2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au cours de l'inspection du 05 janvier 2023, il a été constaté que les installations étaient à l'arrêt. En effet, les désordres constatés ces dernières semaines ont imposé à l'exploitant de stopper ses activités dans un premier temps puis de revoir son phasage d'exploitation dans un second temps. Le dossier présentant les modifications de phasage a bien été réceptionné par l'inspection des installations classées. Il est en cours d'instruction.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : DISPOSITIONS GENERALES

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 27 juin 2001, article I-5
Thème(s) : Risques accidentels, Accidents et incidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait des travaux. Il précise, dans un rapport, les origines et les causes du phénomène, les conséquences, les mesures prises pour y pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise. (...)
Constats : Début novembre 2022, la société ETEX a informé l'inspection des installations classées de la présence de fractures prématurées au sein de la zone exploitée dans la carrière souterraine, conformément au plan de phasage d'exploitation, remettant en question la continuité de l'activité. Des relevés topographiques quotidiens ont alors été réalisés afin de quantifier ces désordres et ainsi pouvoir envisager une reprise d'activité. Mi-novembre 2022, l'exploitant a fait le choix de stopper l'exploitation de la carrière en raison de désordres géotechniques observés au niveau de carrefours affectés par une forte fracturation. En effet, la zone de travail, concasseur et base vie étaient localisés au niveau de la zone exploitée. ETEX ne sort donc plus de gypse depuis novembre 2022, sachant que des fissures prématurées des piliers et du toit avaient déjà été observées dans cette zone d'exploitation aux environs de l'été 2022 et que la production de gypse était déjà en diminution depuis cette date. ETEX a donc décidé de retirer la base vie et le concasseur de la zone dans un premier temps. Il a ensuite été décidé de remblayer la zone sans extraire le gypse disponible. Cette zone abandonnée à remblayer, soit toute la zone nord de la carrière, représente environ 1 million de tonnes de gypse qui ne sera pas extrait. Lors de la visite sur site, pour commencer, l'exploitant a précisé les différentes recherches et études réalisées et en cours, afin d'identifier les problématiques ayant conduit aux fractures et fissures prématurées de la zone. Il a également exposé les actions correctives immédiates mises en oeuvre lors de la découverte de ces désordres : arrêt d'exploitation, recherches historique et géotechnique des causes des fractures et fissures, retrait de la base vie et du concasseur et pose de capteurs pour mesurer l'évolution des fissures. Dans le cadre de ses recherches sur les premiers désordres, l'exploitant est remonté à l'été 2021 au cours duquel, il avait déjà été constaté que des coins de piliers ne tenaient pas, ceci restant toutefois très ponctuels. La question de la recoupe de ces piliers de 16 m x 16 m s'était donc posée. Pour cela, l'exploitant a fait appel à son prestataire habituel, BG Consulting, afin qu'il l'aide à établir des règles d'aide à la décision : recoupe ou pas. Grâce à ces règles, il a été décidé de poser des barrières lorsqu'il fallait traiter la zone à l'aide de boulons ou de grillages. Par la systématisation des décisions de recoupe ou de traitement des zones, il s'est avéré que, de plus en plus de piliers ne pouvaient plus être recoupés. Enfin, l'exploitant a indiqué qu'une accélération des désordres a été constaté à l'été 2022, l'obligeant à cesser l'activité dans cette zone, d'une part, et à réfléchir sur un plan d'actions, d'autre part. Les origines supposées des désordres sont multiples : zones naturellement fracturées identifiées, exploitation en bordure de massif et vibrations émises par le concasseur et le passage des engins. Dans une démarche de suivi de l'évolution des fractures et fissures, l'exploitant a mis en place un contrôle scanner hebdomadaire à l'aide de sphères positionnées sur les parements pour avoir des repérages. A ce stade, l'exploitant regarde si les points ont bougé en comparant les différentes positions. L'inspection a suggéré qu'il pourrait observer l'évolution du nuage de points dans sa globalité et pas uniquement les points individuellement.

<p>Dans un second temps, l'inspection a visité l'ancienne zone d'exploitation en cours de remblaiement. La zone était à l'arrêt. Il a été constaté que certaines zones avaient été remblayées. Le remblaiement du reste de la zone était en stand-by lors de la visite. Les fissures positionnées sur le toit et les piliers du croisement de la zone 154/169 ont bien été visualisées. Par ailleurs, les désordres sur le pilier de 16 m x 16 m recoupé au croisement des rues 153/172 sur lequel étaient posés des grillages et des boulons ont été observés.</p> <p>S'agissant des actions préventives, l'exploitant a débuté un suivi plus fin des structures, l'idée étant d'avoir une vision globale pour comprendre de ce qu'il se passe afin d'anticiper au mieux. L'exploitant a prévu de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • systématiser le reporting des failles et leur gestion des couches par autocad ; • préparer avec le géotechnicien les différentes possibilités pour l'exploitation, notamment les dimensions des galeries pouvant s'adapter aux terrains ; • mesurer les planches au toit et au mur à l'aide d'un géoradar qui permet de voir au travers des parois, l'idée étant de systématiser sur la partie exploitée à l'entrée du site, et au niveau de la future exploitation afin d'anticiper les modalités d'exploitation.
<p>Observations : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de continuer à informer nos services des actualités relatives aux désordres constatés à une fréquence mensuelle et/ou lors d'un fait marquant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : DISPOSITIONS GENERALES

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 27 juin 2001, article I-1
Thème(s) : Situation administrative, Conformité aux dossiers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : (...) En particulier, l'exploitation est conduite et les cavités exploitées sont remises en état par phases coordonnées, conformément à l'étude d'impact et au schéma d'exploitation et de remise en état mentionné à l'article III-15 et annexé au présent arrêté, aux indications et engagements contenus dans le dossier initial de demande daté du 21 juillet 1999 complété le 03 décembre 1999 en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté.
Constats : Actuellement, la carrière souterraine est exploitée conformément aux plans de phasage et de remise en état repris dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter (DDAE). Or, suite aux désordres avérés, fractures et fissures, au niveau de la zone d'exploitation "Nord-Est", l'exploitant a été contraint de commencer le remblaiement de toute la zone, sans extraire le gypse encore disponible, ce qui représente une "perte" d'1 million de tonnes de gypse. Par courrier réceptionné à la préfecture le 18 décembre 2022, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance (PAC) dans lequel il demande une modification des conditions d'exploitation, particulièrement, une modification du phasage d'exploitation. Globalement, dans le DDAE, il était prévu une exploitation de la carrière de l'Est à l'Ouest, et dans le PAC, l'exploitant demande une exploitation de la carrière de l'Ouest vers l'Est. Cette modification de phasage ne modifiera pas les quantités de gypse extraites ni le périmètre autorisé. Lors de la visite sur site, l'inspection a constaté que l'exploitant préparait la future zone d'exploitation, la zone se trouvant à l'entrée de la carrière coté ETEX, grâce à des opérations de purge permettant de sécuriser la zone. L'ancienne zone d'exploitation était à l'arrêt. Le PAC relatif à la modification du phasage d'exploitation est en cours d'instruction auprès de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : DISPOSITIONS GENERALES

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 27 juin 2001, article I-2
Thème(s) : Situation administrative, modifications
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, aux conditions d'exploitation ou de remise en état, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : En amont de l'inspection, l'exploitant avait fait part à l'inspection des installations des modifications des conditions d'exploitation qu'il souhaitait, à savoir, une modification des piliers de 10 m x 10 m contre 16 m x 16 m actuellement. Une dossier de porter à connaissance (PAC) reprenant cette demande de modification a ainsi été transmis à l'inspection des installations classées par bordereau préfectoral du 1er juillet 2022. Des compléments ont été demandés et transmis par l'exploitant à l'inspection, par courriel du 07 octobre 2022. Le PAC relatif à la modification des dimensions des piliers est en cours d'instruction auprès de l'inspection des installations classées. Lors de la visite sur site, il a été constaté que les piliers faisaient 16 m x 16 m et que certains étaient recoupés, conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 juin 2001.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet